

Réponse de l'AFIEG à la consultation publique de la CRE sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE 5) dans le domaine de tension HTA et BT

*Septembre 2016
Non-confidentielle*

Question 1 : Quel est votre retour d'expérience sur le TURPE 4 HTA-BT entré en vigueur le 1er janvier 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan du TURPE 4 HTA BT ?

NRP

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour le prochain TURPE HTA/BT ? Sinon, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ?

L'AFIEG souhaite souligner le besoin de stabilité du TURPE et de visibilité sur ses évolutions. Un exercice tarifaire d'une durée de 4 ans du TURPE apparaît acceptable pour offrir une certaine stabilité. En outre, il est impératif que les éventuelles adaptations soient connues suffisamment en avance ; la publication d'un nouveau tarif 6 mois avant son entrée en vigueur apparaissant comme un minimum.

Question 3 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation d'Enedis selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

NRP

Question 4 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant Enedis à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?

NRP

Question 5 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant Enedis à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs hors réseaux au même titre que les charges d'exploitation ? Que pensez-vous du mécanisme envisagé par la CRE ?

NRP

Question 6 : Etes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour les différentes incitations financières concernant la qualité d'alimentation ? Les indicateurs, les cibles et la force des incitations vous semblent-ils pertinents ?

L'AFIEG est favorable à une incitation financière d'Enedis concernant la qualité d'alimentation pour toutes les catégories d'utilisateurs. Aussi l'AFIEG soutient la proposition de la CRE de mettre en place une régulation incitative sur la durée et la fréquence de coupure des utilisateurs raccordés en HTA.

Question 7 : Etes-vous favorable aux évolutions envisagées pour la pénalité versée aux utilisateurs en cas de coupure longue ?

L'AFIEG soutient le renforcement du mécanisme de pénalité pour les coupures et, en particulier, la réduction de la durée de coupure donnant lieu au versement de la pénalité ainsi que l'élargissement du périmètre (notamment aux défaillances sur le réseau de transport). Cependant, la compensation pour les clients industriels fortement consommateurs d'électricité apparaît faible, au regard de l'impact d'une coupure sur leur chiffre d'affaires.

Question 8 : Etes-vous favorable à l'ajout des indicateurs de suivi de la qualité d'alimentation proposés ?

Question 9 : Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés ?

Concernant l'indicateur relatif au taux de réponses aux réclamations dans les 15 jours, l'AFIEG souhaite que la définition de cet indicateur soit revue. En effet, l'AFIEG considère qu'Enedis devrait être incité financièrement à répondre aux réclamations dans un délai inférieur à 15 jours calendaires. A titre d'illustration, les fournisseurs s'efforcent d'apporter des réponses à leurs clients dans les 2 jours. L'AFIEG demande ainsi que le délai soit fixé à 5 jours avec des objectifs comparables à ceux proposés par la CRE.

Concernant l'indicateur relatif au taux de disponibilité de la fonction « interrogation des données utiles à la commande de prestation » du portail fournisseur, l'AFIEG estime que cet indicateur devrait inclure la disponibilité de l'ensemble des *web services*, et non uniquement d'un seul.

Par ailleurs, l'AFIEG constate qu'un certain nombre des demandes faites auprès d'Enedis par les fournisseurs à travers le portail SGE (exemple : demande de changement de fournisseur), est refusé à tort ou à un délai de traitement important. Ces refus et délais peuvent être fortement préjudiciables aussi bien pour le fournisseur que pour le consommateur. L'AFIEG identifie un axe de progression d'Enedis et propose donc la mise en place d'un indicateur incitant Enedis à améliorer le traitement des demandes des fournisseurs.

Question 10 : Selon vous, les indicateurs existants permettent-ils de mesurer tous les aspects importants de la qualité de service d'Enedis ? Sinon, quels indicateurs devraient être ajoutés ?

Voir question 9/

Question 11 : Que pensez-vous de la caractérisation des indisponibilités du portail SGE (heures de garantie de service prises en compte et délai de prévenance des indisponibilités programmées au regard des besoins des fournisseurs) ?

L'AFIEG souhaite rappeler l'importance de la disponibilité du portail SGE ; une indisponibilité de ce portail gèle toute demande du fournisseur auprès d'Enedis. L'AFIEG partage donc les propositions de la CRE qui vont dans le sens de l'amélioration de la qualité de service du portail SGE.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est-à-dire à la fixation d'un unique objectif de référence et de valeurs plafond et plancher pour les indicateurs incités financièrement pour la qualité de service ?

L'AFIEG soutient la proposition de la CRE visant à supprimer la « zone neutre » ce qui permet de renforcer l'incitation pour Enedis.

Question 13 : Etes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ? Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service dont les caractéristiques seront fixées pour la période TURPE 5 ?

NRP

Question 14 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt d'inciter Enedis à réduire le coût total de ses pertes ?

NRP

Question 15 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation sur les pertes envisagé par la CRE ?

Dans le sens où Enedis doit être incité comme tout grand consommateur à mettre en place une politique d'efficacité énergétique, l'AFIEG partage l'analyse de la CRE sur la nécessité d'inciter Enedis à réduire le coût total des pertes.

Toutefois, l'AFIEG s'interroge sur le risque de distorsion du marché lié à une trop forte incitation financière. En effet, Enedis, par ses achats des pertes, représente un poids important sur le marché de l'électricité et risque d'avoir un impact substantiel sur le marché de capacité. Or, il semble important qu'Enedis, en tant qu'agent économique régulé, ait un comportement relativement neutre sur ces marchés.

L'AFIEG considère qu'il appartient à la CRE de veiller à l'absence de distorsion du marché et demande que les stratégies de Enedis d'achat des pertes soient contrôlées par la CRE

Question 16 : Etes-vous favorable à la reconduction du cadre de régulation des dépenses de R&D dans le TURPE 5 ?

NRP

Question 17 : Quelle est votre analyse de la trajectoire des dépenses et des programmes de R&D prévus par Enedis pour le TURPE 5 HTA-BT ? NRP

NRP

Question 18 : Etes-vous favorable à l'introduction dans le TURPE 5 de la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par Enedis en cours de période tarifaire ?

NRP

Question 19 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes de fonctionnement du CRCP existant ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

NRP

Question 20 : Etes-vous favorable aux évolutions de périmètre du CRCP envisagées par la CRE ? Etes-vous favorable ou défavorable à l'inclusion dans le périmètre du CRCP des redevances de concession ?

NRP

Question 21 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous dans le TURPE 5 HTA-BT, dans le TURPE 5 HTA-BT, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Comme indiqué à la réponse à la question 2/ et comme souligné par la CRE, il y a un impératif de visibilité et de stabilité des signaux tarifaires. Aussi l'AFIEG demande que les éventuelles adaptations soient connues suffisamment en avance et qu'elles restent dans les limites habituelles des principes de régulation des tarifs en cours d'exercice tarifaire.